

Édito

Economiser ? Chiche !

Par **Francis Van de Woestyne**

Philippe Courard (PS), le président du Parlement francophone, défend avec un certain courage l'existence de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Forcément, direz-vous, il ne va pas scier la branche sur laquelle il est assis. Détrompez-vous: on a connu un président de Parlement (le libéral Jean-Marie Severin) qui, le 27 septembre, jour de la fête de la Communauté, annonça que son institution était appelée à disparaître. Il fut viré le lendemain.

Courageux, Courard l'est: dans son parti, et les autres d'ailleurs, le courant régionaliste gagne du terrain. Donc, Philippe Courard, bravo. Mais pourquoi diable partir en guerre contre les réseaux scolaires et plaider pour l'existence d'un réseau unique?

1. Pour des raisons budgétaires? L'étude McKinsey a démontré que l'enseignement libre est plus efficace et moins coûteux. Et ce,

même si l'on tient compte des spécificités de l'officiel.

2. Pour des raisons idéologiques?

C'est sans doute cela qui motive l'éminence socialiste. Pourtant, le débat n'existe pas dans la société civile. Au contraire, le réseau libre scolarise 41 % des élèves dans le fondamental et 60 % dans le secondaire, y compris donc des enfants issus de milieux "laïcs" attirés par la qualité de l'enseignement et des enseignants. Il y en a évidemment aussi dans l'officiel. S'il y a des économies à réaliser très vite, en voici deux:

- fusionner les réseaux de l'enseignement officiel: celui de la Fédération Wallonie-Bruxelles et ceux des communes et provinces (CECP et CPEONS). Busquin et Di Rupo ont déjà essayé. Impossible, ils ont essuyé les foudres syndicales;

- réduire le nombre de ministres: en Flandre, il y a neuf ministres pour gérer les compétences régionales et communautaires. Au Sud du pays, il sont quatorze! Huit au gouvernement wallon et six à la Fédération. Or, dans les entités, il y a deux partis au pouvoir au Sud, trois au Nord. Petites économies? Commençons donc par celles-là.